Rendre le savoir utilisable dans la pratique et plus transparent

2 décembre 2022 | Barbara Vonarburg
Catégories: Polluants | Société

Comment encourager l'utilisation des connaissances scientifiques en politique et dans la pratique pour rendre la protection des plantes plus durable? Une étude interdisciplinaire, à laquelle participent cinq instituts de recherche suisses, identifie les principaux obstacles et propose un train de mesures pour les surmonter.

Les parties prenantes les plus diverses sont impliquées dans la protection des plantes. On compte notamment les agricultrices et agriculteurs, les entreprises de produits phytosanitaires, la grande distribution, les consommatrices et consommateurs, les groupements d'intérêt ou encore les conseillers et conseillères nationaux. Autrement dit, des personnes ou des organisations assumant une fonction politique ou faisant partie de la chaîne de valeur agricole. En fonction de leur motivation et de leurs intérêts respectifs, leur approche des connaissances scientifiques, appelées preuves, diverge fondamentalement. Les parties prenantes axées sur le sens veulent relier les nouvelles connaissances à leurs convictions et expériences acquises. Les parties prenantes portées sur la maximisation du bénéfice se servent stratégiquement des preuves pour imposer leurs intérêts. Les parties prenantes en recherche de vérité prennent leurs décisions en se fondant sur les meilleures preuves disponibles.

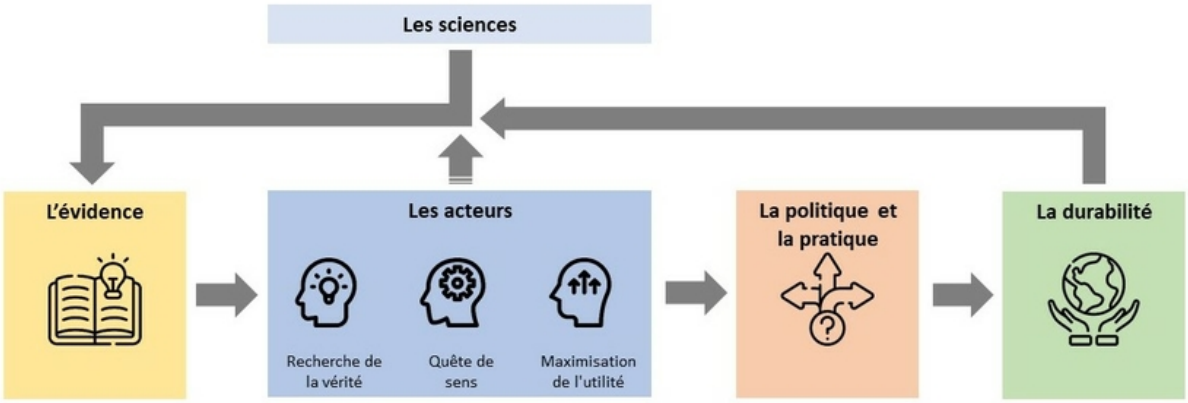
«Nous développons et observons dans notre étude ces trois modèles de parties prenantes à travers différents niveaux d'utilisation des preuves», explique Benjamin Hofmann, chercheur à l'Eawag, en précisant: «Mais nous ne jugeons en aucun cas leurs motivations.» Selon le modèle, une politique et une pratique de la protection des plantes fondées sur des preuves rencontrent des obstacles de toutes natures. «Nous n'avons pas collecté nous-mêmes les données, nous nous appuyons sur d'autres études qui mettent en lumière des parties de ce problème et faisons la synthèse des connaissances actuelles», ajoute le chercheur pour expliquer le travail du consortium interdisciplinaire du projet auquel

participent l'institut de recherche sur l'eau Eawag, l'ETH Zurich, l'Université de Berne, l'Institut Tropical et de Santé Publique Suisse (Swiss TPH) et l'institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL).

Vérité, sens ou bénéfice

Les incertitudes par défaut de connaissances sont l'un des principaux obstacles pour les parties prenantes en recherche de vérité. «Il est par exemple difficile et fastidieux de prouver de manière irréfutable le lien de cause à effet entre l'utilisation de produits phytosanitaires déterminés et les maladies chroniques comme le cancer», illustre Benjamin Hofmann. Pour les parties prenantes axées sur le sens, les connaissances doivent correspondre à l'expérience pratique. Les agricultrices et les agriculteurs décideront plus facilement d'utiliser moins de produits phytosanitaires après avoir eu écho d'expériences positives réalisées dans d'autres exploitations.

Les parties prenantes qui maximisent les bénéfices influencent, par leurs intérêts, les preuves qui seront prises en compte dans les décisions et l'effet que celles-ci produisent. «Une étude a montré que les agricultrices et les agriculteurs utilisent moins de produits phytosanitaires chimiques pour lutter contre un nouveau nuisible lorsque c'est un centre de conseil public qui les aiguille et non des services privés», précise Benjamin Hofmann. «On peut bien sûr expliquer cela par des considérations commerciales.» Il ne s'agit en aucun cas de dénoncer des parties prenantes, mais de trouver des solutions largement soutenues et démocratiquement légitimées pour surmonter les obstacles. «Nous voulons trouver des compromis et développer le dialogue entre les diverses parties prenantes et la science», explique le chercheur.



Des parties prenantes aux motivations variées influent sur les niveaux d'utilisation des preuves pour une politique et une pratique durables (graphique: Eawag, icônes de Freepik sur https://www.flaticon.com/authors/freepik).

L'équipe propose un train de mesures pour surmonter les obstacles. «Pour les parties prenantes en recherche de vérité, il faut plus de collaboration interdisciplinaire, une mise en réseau globale et locale du savoir, et surtout, une synthèse plus rapide de l'état actuel des connaissances», assure Benjamin Hofmann. En revanche, pour celles en quête de sens, il faut plus de recherche transdisciplinaire afin que la science et la pratique soient plus étroitement liées. «Il n'y a pas que les preuves scientifiques, il y a aussi les connaissances empiriques», précise le chercheur. «Il faut impliquer les parties prenantes dans le processus de recherche.» Il est plus facile de trouver des solutions de compromis si on sait comment elles pondèrent les différents objectifs.

Renforcer la transparence

«Pour les parties prenantes cherchant à maximiser le bénéfice, il faut plus de transparence», déclare Benjamin Hofmann. «Nous devons nous assurer que cette utilisation stratégique des preuves soit plus rapidement visible si on ne peut pas l'éviter.» L'équipe propose que toutes les données collectées par des moyens publics soient obligatoirement accessibles au public. Pour les décisions politiques, une documentation permettra de savoir clairement sur quoi s'appuient les décideuses et décideurs, quelles études ont été prises en compte, par qui elles ont été mandatées et comment elles ont été financées.

Avec leur travail, les chercheuses et chercheurs veulent lancer une discussion générale sur les obstacles à une politique et une pratique fondées sur les preuves qui ne se limite pas à la protection des plantes. «Les mêmes problèmes se posent en effet pour la protection du climat ou la biodiversité», explique le chercheur. Dans ces domaines également, il faut savoir quelles sont les parties impliquées, mais aussi communiquer les preuves scientifiques de manière adéquate et exiger des responsables politiques que soient créées des conditions-cadres, notamment une meilleure transparence.

Financement / Coopération

L'étude est une première publication du consortium de projet interdisciplinaire «Transformation in Pesticide Governance» (Trapego), encouragée par FNS Sinergia.

Photo de couverture: La protection des plantes doit devenir plus durable grâce aux connaissances scientifiques. (Photo: benediktwagner.de)

Publication originale

Hofmann, B.; Ingold, K.; Stamm, C.; Ammann, P.; Eggen, R. I. L.; Finger, R.; Fuhrimann, S.; Lienert, J.; Mark, J.; McCallum, C.; Probst-Hensch, N.; Reber, U.; Tamm, L.; Wiget, M.; Winkler, M. S.; Zachmann, L.; Hoffmann, S. (2023) Barriers to evidence use for sustainability: insights from pesticide policy and practice, *Ambio*, 52(2), 425-439, doi:10.1007/s13280-022-01790-4, Institutional Repository

Links

Blogeintrag Agrarpolitik: Hofmann, B.; Ingold, K.; Stamm, C.; Finger, R; Hoffmann, S.: «Hürden für eine evidenzbasierte Pflanzenschutzmittelpolitik und -praxis».

Contact

Überlandstrasse 133
CH-8600 Dübendorf
T +41 58 765 55 11
F +41 58 765 50 28
info@eawag.ch
www.eawag.ch

Benjamin Hofmann

Academic Guest, Group: ITD

Tel. +41 58 765 5948

benjamin.hofmann@eawag.ch

Karin Ingold

Chef de groupe, Groupe: PEGO

Tel. +41 58 765 5676

karin.ingold@eawag.ch

Bärbel Zierl

Rédactrice Scientifique

Tel. +41 58 765 6840

baerbel.zierl@eawag.ch

https://www.eawag.ch/fr/portail/dinfo/actualites/news-archives/detail-de-larchive/rendre-le-savoir-utilisable-dans-la-pratique-et-plus-transparent